



PROGRAMME MIXTE FAO/OMS SUR LES NORMES ALIMENTAIRES
COMITÉ DU CODEX SUR LES SYSTÈMES D'INSPECTION ET DE CERTIFICATION DES
IMPORTATIONS ET DES EXPORTATIONS ALIMENTAIRES

Vingt-septième session

Cairns (Australie)

16 – 20 septembre 2024

DOCUMENT DE TRAVAIL SUR LES MÉCANISMES DE RECOURS DANS LE CONTEXTE DU REJET DE
DENRÉES ALIMENTAIRES IMPORTÉES

(préparé par l'Inde et le Nigéria)

Historique

1. Le principal objectif des autorités de contrôle des aliments est de protéger la santé publique et de prévenir les pertes économiques et les perturbations des échanges commerciaux afin d'assurer la fiabilité de la chaîne alimentaire mondiale.
2. Le rejet des expéditions aux frontières est l'un des problèmes majeurs du commerce mondial des denrées alimentaires. Les rejets ne sont pas toujours liés à des problèmes de sécurité sanitaire des aliments. Toute décision concernant la destruction, la mise au rebut ou l'utilisation non alimentaire des aliments, sans possibilité équitable de prouver leur sécurité sanitaire et leur conformité aux exigences du pays importateur, pourrait donc entraîner des pertes alimentaires.
3. Bien que chaque cas puisse représenter un coût économique énorme et des pertes alimentaires pour les parties prenantes concernées, le principal problème associé aux rejets aux frontières reste la perte de confiance des acheteurs dans la sécurité et la qualité des produits du pays exportateur.

Pertes alimentaires dues au rejet de denrées alimentaires importées – Scénario mondial :

4. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO 2019)¹ définit les pertes de denrées alimentaires comme la « Diminution de la quantité de nourriture ou de sa qualité résultant de décisions et de mesures prises par les fournisseurs de denrées alimentaires de la chaîne d'approvisionnement, à l'exclusion des détaillants, des services de restauration et des consommateurs ». Elles font référence aux denrées alimentaires qui sont mises au rebut, incinérées ou éliminées de toute autre manière tout au long de la chaîne d'approvisionnement alimentaire depuis la récolte/l'abattage, mais à l'exclusion du niveau du commerce de détail, et qui ne sont pas réaffectées à une autre utilisation productive, telle que l'alimentation animale ou les semences.
5. Les pertes de denrées alimentaires peuvent être mesurées par l'indice des pertes alimentaires, dont la moyenne mondiale s'élève à 13,8 percent. L'objectif de développement durable 12 souligne que la réduction du gaspillage alimentaire est essentielle pour maximiser la valeur des terres agricoles et veiller à l'utilisation durable des ressources naturelles. L'objectif à l'horizon 2030 est de réduire de moitié le gaspillage alimentaire mondial par habitant au niveau de la distribution et de la consommation et de réduire les pertes alimentaires tout au long des chaînes de production et d'approvisionnement, y compris les pertes après récolte.
6. Si les pertes alimentaires peuvent prendre diverses formes dans le commerce international, peu de données fiables existent à ce sujet. Le non-respect des normes minimales de sécurité sanitaire des aliments, les obstacles non tarifaires au commerce et l'absence d'harmonisation ou d'adoption de normes alimentaires reconnues entraînent le rejet des cargaisons de denrées alimentaires par les pays importateurs tandis que les tests de conformité provoquent le rejet des produits aux frontières. Les produits agricoles rejetés par les pays importateurs sont saisis et détenus puis réexportés vers les pays exportateurs, abandonnés dans des pays qui ne se doutent de rien ou simplement détruits, ce qui entraîne des pertes économiques,

¹ Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) (2019). La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2019. Aller plus loin dans la réduction des pertes et gaspillages de denrées alimentaires. Rome: FAO.

environnementales et sociales considérables.

7. Si l'on examine les causes directes des pertes alimentaires, le rejet des expéditions aux frontières, la rétention de produits périssables non conformes, la destruction et la réexportation des denrées rejetées figurent également parmi les raisons invoquées. Les causes directes et indirectes (non exhaustives) des pertes alimentaires sont représentées à la figure 1.

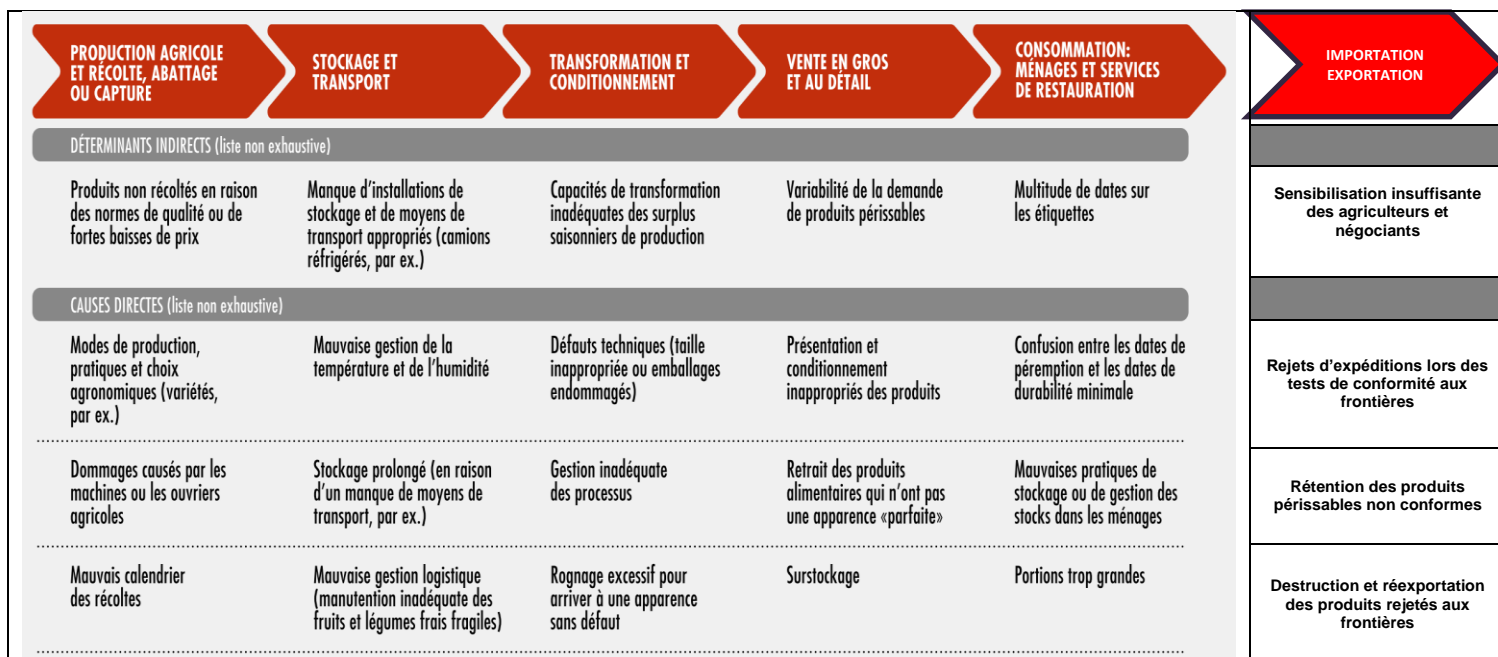


Figure 1: Causes directes et déterminants indirects potentiels des pertes et gaspillages de denrées alimentaires (Source: FAO 2019)

8. Ces rejets et saisies sont coûteux et entraînent des pertes de denrées alimentaires. Dans certains cas, les aliments peuvent être reconditionnés ou réétiquetés et donc récupérés, mais cela n'est pas toujours possible, en particulier dans le cas des denrées périssables. Il arrive souvent que les aliments soient catégoriquement rejetés et que l'exportateur cherche un acheteur à proximité². Ces rejets, détentions et saisies représentent des pertes alimentaires critiques qui se produisent en aval de la chaîne de valeur alimentaire dans le cadre du commerce international. Ces pertes méritent une attention particulière, car elles ont une valeur économique plus élevée que celles qui se produisent en amont de la chaîne d'approvisionnement (FAO, 2019).

9. La FAO estime qu'en 2020 entre 720,4 et 811 millions de personnes dans le monde étaient sous-alimentées et environ 1,6 milliard de tonnes de nourriture étaient perdues ou gaspillées à l'échelle mondiale. Selon le rapport « La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture (2019) » de la FAO, environ 14 percent des aliments produits dans le monde (soit 400 milliards de dollars par an) continuent d'être perdus après la récolte, avant d'arriver dans les magasins. Il s'ensuit que toute tentative visant à réduire autant que possible les pertes alimentaires dues au rejet de produits alimentaires importés contribuera tôt ou tard à la sécurité alimentaire.

10. Selon les données du pôle de connaissance³ de l'ONUDI pour SH 1-23: Alimentation humaine et animale concernant 15 grands pays exportateurs de denrées alimentaires vers différents marchés au cours de la période 2010-2022, les motifs possibles de rejet des denrées alimentaires comprennent l'étiquetage, les conditions d'hygiène, le frelatage, les documents manquants, les additifs, la contamination bactérienne, les résidus de pesticides, les résidus de médicaments vétérinaires, les mycotoxines, les métaux lourds et l'emballage (voir tableau 1).

² ASIA-PACIFIC RESEARCH AND TRAINING NETWORK ON TRADE – Working Paper No. 228: 2023 - Food losses in international trade of agricultural commodities: a case study in Sri Lanka.

³ UNIDO Knowledge Hub – Border rejections in major global markets: Standards Compliance Comparison [https://hub.unido.org/rejection-data/data-explorer]

Motifs de rejet	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	F	M	N	O
Additif	18,74	5,26	8,85	8,93	7,14	8,45	9,94	16,24	11,70	7,23	12,36	8,66	6,05	4,81	14,78
Frelatage/documents manquants	10,41	6,40	7,15	7,63	12,24	10,29	10,06	7,05	12,61	5,42	10,32	10,85	5,08	6,08	12,44
Contamination bactérienne	3,96	25,58	14,42	19,31	1,02	8,47	10,54	6,19	8,54	29,43	16,44	14,50	17,22	14,43	5,03
Métaux lourds	1,40	0,35	1,67	1,93	0	0,79	12,15	0,76	2,85	1,50	0,94	1,60	0,58	2,40	0,82
Conditions/contrôles d'hygiène	8,85	25,30	5,05	5,19	0	11,23	5,84	16,06	13,65	32,63	4,00	23,70	15,15	10,96	9,72
Étiquetage	23,94	27,24	38,16	26,95	61,22	51,58	25,96	25,76	23,41	9,62	29,77	23,40	29,90	14,14	44,07
Mycotoxine	21,70	3,10	1,61	1,51	0	0,19	2,12	4,77	3,57	3,74	1,21	1,00	4,46	34,02	0,62
Autres contaminants	1,27	0,53	7,40	6,34	2,04	0,98	4,82	5,56	0,95	5,34	0,99	2,71	1,42	3,18	2,22
Autres	5,74	0,69	6,99	11,44	0	1,90	6,56	2,54	11,43	1,31	2,96	3,45	1,19	0,92	4,61
Autres contaminants microbiologiques	1,21	0,42	2,86	3,14	0	0,22	4,41	0,45	2,53	0,69	1,61	1,01	0,27	3,11	1,75
Emballage	0,58	0,32	1,67	1,15	0	0,16	1,79	0,07	2,98	0,40	0,48	0,35	0	0,50	0,54
Résidus de pesticides	1,93	3,19	3,82	5,76	16,33	5,14	5,50	8,92	5,42	0,40	1,24	7,52	16,64	4,95	3,06
Résidus de médicaments vétérinaires	0,28	1,62	0,35	0,72	0	0,60	0,30	5,61	0,36	2,28	17,68	1,24	2,01	0,50	0,34

Tableau 1: Données par pays sur les motifs et la fréquence des rejets (%). (Source: UNIDO Knowledge Hub – Border rejections in major global markets: Standards Compliance Comparison [<https://hub.unido.org/rejection-data/data-explorer>])

Note: Les lettres A à O sont utilisées pour faire référence aux 15 principaux pays exportateurs de denrées alimentaires sans les nommer.

11. Les données indiquent que le motif de rejet le plus courant dans les pays est l'étiquetage, avec une fréquence moyenne de 30,34 percent, la fréquence la plus élevée étant de 61,22 percent et la plus faible de 9,62 percent. Le motif frelatage/documents manquants avait une fréquence moyenne de 8,9 percent tandis que d'autres motifs (non spécifiés) avaient une fréquence moyenne de 4,11 percent. (Fig. 2)

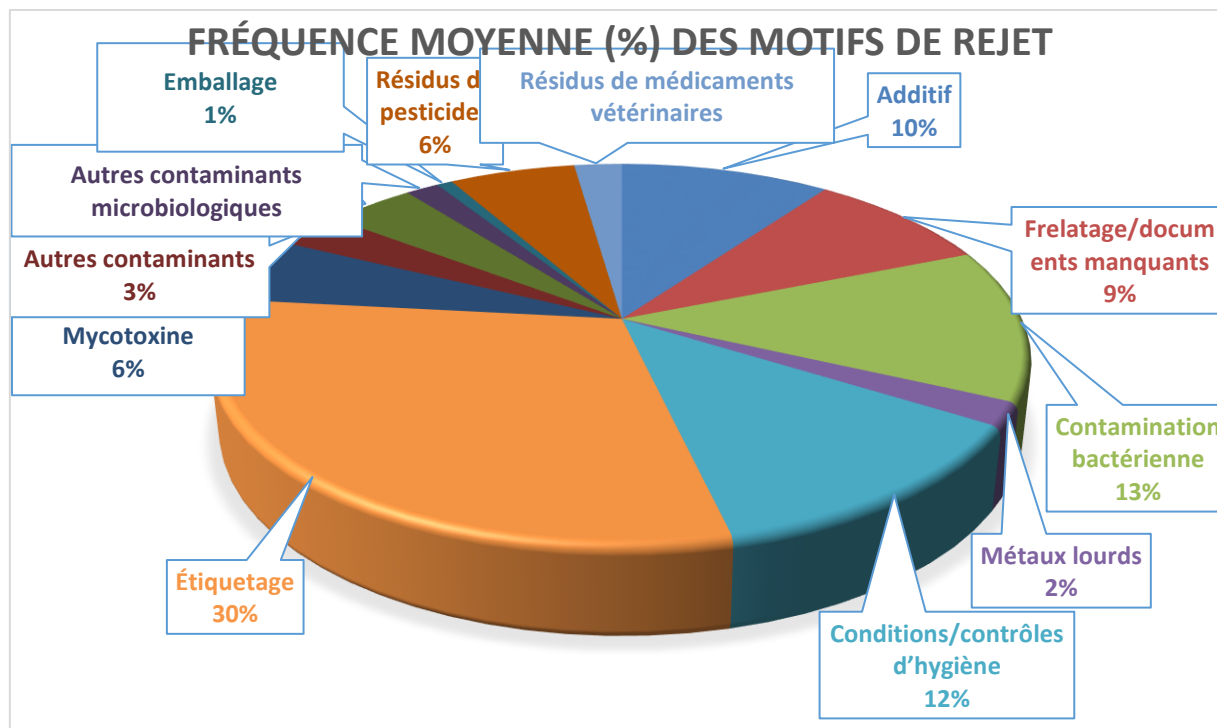


Fig. 2: Fréquence moyenne (%) des différents motifs de rejet des denrées alimentaires importées

12. Les données indiquent que les motifs de rejet sans rapport direct avec la sécurité sanitaire des aliments sont assez courants dans le commerce international par rapport aux motifs/facteurs liés à la sécurité sanitaire des aliments, tels que les résidus de pesticides, les résidus de médicaments vétérinaires et les contaminants. Le pourcentage de rejets sans rapport direct avec la sécurité sanitaire des aliments étant supérieur à 40 percent, la possibilité équitable de former un recours contre ces motifs de rejet et de mettre les produits importés en conformité en les reconditionnant/réétiquetant et en fournissant les documents appropriés pourrait permettre d'éviter des pertes alimentaires considérables dans le cadre du commerce international.

13. En outre, la possibilité d'effectuer un nouveau test pendant le recours peut contribuer à réduire le nombre de rejets, en particulier en cas de différence marginale dans les résultats d'analyse, sans compromettre la sécurité sanitaire des aliments.

Recours contre le rejet: situation mondiale

14. Le Manuel de la FAO sur le contrôle des importations alimentaires fondé sur les risques⁴ indique que les règles de prise de décision devraient être clairement établies et mises à la disposition de tous les importateurs, et prévoir la communication formelle des résultats et la possibilité de recours. L'autorité compétente devrait prévoir un processus de recours administratif clair et transparent, notamment, si possible, des options concernant l'utilisation ou l'élimination de l'expédition non conforme. Lorsqu'un produit importé a été jugé non conforme aux exigences du pays importateur, l'importateur devrait être informé des options disponibles en fonction de la nature de la non-conformité. De plus, les informations relatives au lot rejeté devraient être fournies au pays exportateur. Les options concernant les produits non conformes peuvent inclure: 1) la mise en conformité du produit si cela est possible (par exemple, lorsque la non-conformité est liée à l'étiquetage et peut être atténuée grâce à un nouvel étiquetage). Une autre option consisterait à désigner le produit en tant qu'aliment pour animaux, en fonction du risque de transmission aux animaux et du niveau de contrôle du produit pendant le stockage et la distribution. 2) Si aucun processus d'atténuation n'est possible, l'importateur peut essayer de: a) renvoyer le produit au fournisseur, en particulier lorsque le produit reste la propriété de l'exportateur ou du fournisseur; ou b) réexporter le produit (le cas échéant). En cas de réexportation, il convient d'envisager d'informer les partenaires commerciaux de la décision d'inspection. 3) En cas de risques sanitaires graves, la décision d'exiger la destruction du lot devrait être

⁴ Manuel FAO sur le contrôle des importations alimentaires fondé sur les risques (2016) – Série sécurité sanitaire et qualité des aliments : ISSN 2519-0806

envisagée.

15. Le document du Codex intitulé «*Directives sur les systèmes de contrôle des importations alimentaires* (CXG 47-2003)» indique également qu'un mécanisme d'appel et/ou une possibilité de réexamen des décisions officielles concernant les expéditions devraient être prévus.

16. Toutefois, on note que seuls quelques pays disposent de dispositions relatives au réexamen/recours en cas de rejet de denrées alimentaires importées et que, même lorsqu'elles existent, les informations/procédures/orientations ne sont pas disponibles dans le domaine public, ce qui limite leur utilisation. Une étude des dispositions de recours en place dans certains pays membres (dont le nom n'est délibérément pas mentionné) a été réalisée et ses résultats sont présentés ci-après.

17. Dans l'un de ces pays, l'autorité réglementaire avise les parties responsables qu'un produit importé enfreint les lois et règlements en émettant un «avis de détention et d'enquête». Cet avis prévoit une date limite de réponse (20 jours civils) pour que l'importateur, le propriétaire et/ou le destinataire fournissent des éléments de preuve, également appelés témoignages, afin de dissiper l'apparence d'une non-conformité. Les marchandises rejetées peuvent faire l'objet d'un examen, d'un reconditionnement, d'une réexportation et d'une destruction.

18. Dans un autre cas, le traitement des marchandises rejetées suit quatre étapes similaires, à savoir le réexamen, le reconditionnement, la réexportation et la destruction. Les importateurs sont avisés par les autorités compétentes lorsque leurs produits alimentaires importés sont rejetés au port d'entrée et disposent d'un délai donné (10 à 15 jours) pour présenter une demande formelle de réexamen. Le comité d'évaluation examine la demande de l'importateur, ainsi que tous les documents et éléments de preuve fournis à l'appui. Les importateurs sont informés du résultat du processus d'examen et, en cas de désaccord, peuvent former un recours contre la décision auprès de l'organe d'appel concerné. En fonction du résultat de la procédure de recours, les produits alimentaires importés peuvent être autorisés à entrer sur le marché ou rester soumis à un rejet. Un rapport de non-conformité est un document officiel émis par les autorités réglementaires ou les agences d'inspection pour informer une organisation de déviations, de cas de non-conformité ou de manquements aux normes, réglementations ou exigences contractuelles spécifiées. Les importateurs peuvent choisir de détruire volontairement les produits alimentaires rejetés lorsque leur mise en conformité est jugée difficile ou d'un coût prohibitif. Les importateurs peuvent choisir de réexporter les produits alimentaires rejetés vers leur pays d'origine ou une autre destination où ils répondent aux exigences réglementaires. La réexportation est l'une des options dont disposent les importateurs pour gérer le rejet de leurs produits alimentaires et atténuer les conséquences financières et réglementaires associées à leur non-conformité. Si la destruction volontaire ou la réexportation est choisie ou exigée, les autorités compétentes délivrent une autorisation en vue de l'élimination des produits alimentaires rejetés.

19. Dans un autre pays, si le produit alimentaire importé a été rejeté, l'importateur a le droit de former un recours contre cette décision. Certaines décisions peuvent être réexaminées. Si l'importateur n'est pas satisfait d'une décision initiale, il peut demander son réexamen dans les 28 jours suivant sa notification. L'importateur sera avisé par écrit de la décision dans les 28 jours suivant la présentation de la demande. Si les intérêts de l'importateur sont lésés par la décision après réexamen, il peut demander son réexamen par le tribunal administratif d'appel. Les étapes du traitement des marchandises rejetées sont les mêmes, à savoir : réexamen, reconditionnement, réexportation et destruction.

20. L'un des pays a inclus le texte du Codex dans ses directives sur les importations alimentaires sans mentionner la procédure de réexamen ou de recours.

21. Dans un autre cas, si une importation réglementée est rejetée, un message de rejet, précisant l'article ou la marchandise rejeté(e) et le motif du rejet, sera reçu dans le système IID de l'importateur ou du commissaire en douane. Lorsqu'un inspecteur détermine qu'une denrée alimentaire importée n'est pas conforme ou enfreint la législation, il peut exercer son pouvoir discrétionnaire pour choisir la mesure appropriée afin d'atténuer le risque et de remédier à la non-conformité. En fonction du scénario, l'inspecteur peut exercer ses pouvoirs pour appliquer l'une des mesures suivantes : saisir et détenir la denrée alimentaire importée ; ordonner l'élimination ou la destruction de la denrée alimentaire importée ; saisir et détenir la denrée alimentaire importée et ordonner son élimination ou sa destruction. Le pouvoir d'ordonner la destruction d'une denrée alimentaire ne s'applique que si son élimination est impossible. Tous les coûts liés à la destruction sont à la charge de l'importateur ou du propriétaire. La destruction peut ou non être effectuée sous la supervision d'un inspecteur.

22. Dans un pays, la cargaison jugée non conforme à la loi (c'est-à-dire qui n'a pas passé l'inspection avec succès) ne peut pas être importée conformément à la procédure d'importation prévue par la loi sur l'hygiène alimentaire. La station de quarantaine informera l'importateur du non-respect de cette loi par la cargaison, et l'importateur prendra les mesures nécessaires pour l'éliminer, la réexpédier ou l'utiliser à des fins non alimentaires en suivant les instructions de la station.

23. Sur la base des informations disponibles, il est noté que l'importateur a la possibilité de former un recours contre le rejet d'une cargaison alimentaire. S'il est vrai que l'importateur (l'opérateur responsable) est le point de contact le plus pertinent en cas de rejet d'une expédition de denrées alimentaires importées, on veillera à ne pas faire abstraction des deux autres acteurs clés, à savoir l'exportateur et le pays exportateur, en particulier lorsque leur image commerciale et nationale est en jeu. Il s'ensuit que l'exportateur, soit directement, soit par l'intermédiaire de l'autorité compétente du pays exportateur, devrait avoir la possibilité de former un recours contre la décision de rejet si l'importateur ne prend pas de mesures dans ce sens.

24. D'aucuns ont estimé que le mécanisme de recours pourrait aller à l'encontre des procédures douanières et que la plateforme de l'OMC est déjà disponible pour traiter de tels rejets d'importation. On notera toutefois que les préoccupations commerciales spécifiques et l'Organe de règlement des différends (ORD) de l'OMC ne sont peut-être pas des mécanismes appropriés pour gérer les questions opérationnelles quotidiennes, et qu'ils sont généralement utilisés en cas de non-respect des dispositions des accords de l'OMC, comme les accords SPS et OTC. Du reste, il n'est sans doute pas inutile de mentionner ici que l'Accord sur la facilitation des échanges (TFA) de l'OMC insiste sur la nécessité de publier la procédure de recours ou de réexamen de manière non discriminatoire et facilement accessible⁵.

Examen du texte Codex existant

25. Le document du Codex⁶ intitulé «*Directives concernant les échanges d'informations entre pays sur les rejets de denrées alimentaires à l'importation (CXG 25-1997)*» contient des dispositions importantes concernant le rejet d'importations alimentaires, notamment :

- Lorsque l'autorité compétente rejette un lot d'aliments présentés pour importation pour des raisons de non-conformité par rapport aux exigences du pays importateur, des informations devraient être échangées pour aviser les **parties pertinentes** du rejet, pour permettre aux parties pertinentes de parvenir aux éclaircissements nécessaires, et s'il y a lieu, de mettre en œuvre les mesures correctives et préventives.
- S'il y a lieu, des informations devraient être fournies à l'**autorité compétente du pays exportateur** (ou à l'ambassade si l'autorité compétente n'est pas connue) ainsi qu'à l'importateur **et/ou l'exportateur** du lot rejeté.
- S'il y a lieu, l'**autorité compétente du pays exportateur devrait avoir un accès raisonnable aux preuves découvertes par le pays importateur**, afin de pouvoir enquêter sur la cause de la non-conformité et selon qu'il convient mettre en œuvre et gérer toute mesure corrective requise.
- En s'appuyant sur les informations fournies et en conformité avec la législation du pays importateur, l'importateur **et/ou l'exportateur** peuvent déterminer les mesures à prendre en consultation avec l'autorité compétente des pays importateurs et **exportateurs**, selon qu'il convient.

26. Dans le contexte des dispositions susmentionnées des directives CXG 25-1997⁷, le document du Codex intitulé «*Directives sur les systèmes de contrôle des importations alimentaires (CXG 47-2003)*» propose, au paragraphe 29, de prévoir un mécanisme d'appel et/ou une possibilité de réexamen des décisions officielles concernant les expéditions.

Nécessité d'orientations du Codex

27. Compte tenu de ce qui précède, il ne fait aucun doute que le texte ne fournit pas d'orientations du Codex sur un mécanisme de recours et que les mécanismes de recours actuellement utilisés par les quelques pays étudiés permettent uniquement à l'importateur de former un recours, ce qui est contraire au document CXG 25-1997 dans lequel l'exportateur ou l'autorité compétente du pays exportateur sont identifiés comme des parties prenantes importantes. Les orientations proposées :

- combleront les lacunes du texte existant du Codex
- aideront les pays à disposer d'un mécanisme de recours, lorsqu'il n'en existe pas, et donc à se conformer à l'Accord sur la facilitation des échanges
- favoriseront la transparence et l'harmonisation des mécanismes de recours dans les pays membres
- donneront à l'exportateur ou au pays exportateur la possibilité de former un recours – si

⁵ Accord sur la facilitation des échanges de l'OMC, article 1.1.h) et article 4 [https://www.wto.org/french/docs_f/legal_f/tfa-nov14_f.htm]

⁶ Directives concernant les échanges d'informations entre pays sur les rejets de denrées alimentaires à l'importation (CXG 25-1997 – Révision de 2016)

⁷ DIRECTIVES SUR LES SYSTÈMES DE CONTRÔLE DES IMPORTATIONS ALIMENTAIRES (CXG 47-2003 : révision de 2006)

l'importateur ne prend pas des mesures dans ce sens

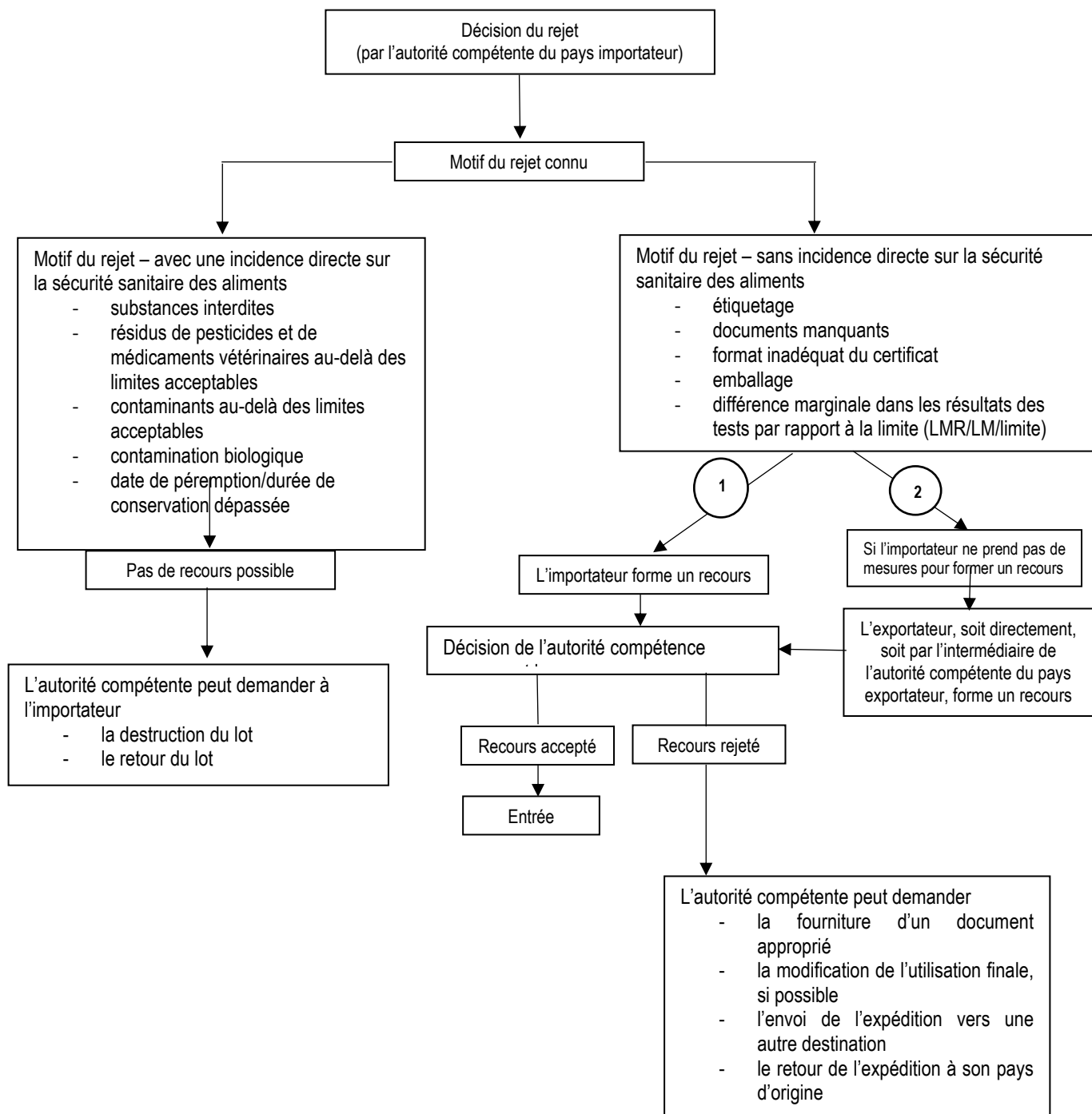
- permettront de réduire les pertes alimentaires dues au rejet d'expéditions de denrées alimentaires importées sans compromettre la sécurité sanitaire des aliments
- contribueront à la loyauté des échanges, à la sécurité alimentaire et à la durabilité du commerce alimentaire

Un diagramme illustrant les étapes du mécanisme de recours est reproduit à l'**annexe I** à titre indicatif.

28. Le Comité est invité à examiner et transmettre pour approbation à la Commission le nouveau travail sur l'élaboration d'orientations relatives aux mécanismes de recours dans le contexte du rejet de denrées alimentaires importées (**appendice**).

Annexe I

Étapes de la procédure de recours contre une décision de rejet d'une denrée alimentaire importée



APPENDICE**Document de projet****Orientations du Codex relatives aux mécanismes de recours
dans le contexte du rejet de denrées alimentaires importées***(préparé par l'Inde et le Nigéria)***1. Objectif et champ d'application des orientations proposées**

L'objectif de ces travaux est de fournir des orientations aux autorités compétentes des pays importateurs et exportateurs et à l'industrie sur la procédure et le mécanisme de recours à suivre en cas de rejets d'importations alimentaires afin de garantir des pratiques loyales dans le commerce des denrées alimentaires. Ces orientations visent à élaborer des procédures étape par étape à suivre lorsqu'une expédition de denrées alimentaires est rejetée par le pays importateur et que l'importateur ou l'exportateur souhaite former un recours contre la décision de rejet. Elles couvrent la communication de la décision de rejet, le recours auprès du pays importateur, l'examen du recours par le pays importateur et la communication de la décision concernant le recours.

2. Pertinence et actualité

Le principal objectif des autorités de contrôle des aliments est de protéger la santé publique et de prévenir les pertes économiques et les perturbations des échanges commerciaux afin d'assurer la fiabilité de la chaîne alimentaire mondiale. Le rejet des expéditions aux frontières est l'un des problèmes majeurs auxquels sont confrontés les exportateurs et ces rejets ne sont pas toujours liés à la sécurité sanitaire des aliments. Il peut arriver que des denrées alimentaires soient rejetées parce qu'elles ne répondent pas aux normes nationales du pays importateur bien qu'elles soient conformes aux normes internationales. Le retrait de l'expédition rejetée devrait alors être envisagé. La destruction, l'élimination ou l'utilisation non alimentaire de denrées alimentaires nutritives et sans danger pour la consommation humaine, consécutives au rejet d'une expédition, peuvent également entrer dans la catégorie des pertes alimentaires.

Bien que chaque cas puisse représenter un coût économique énorme et des gaspillages alimentaires pour les exportateurs concernés, le principal problème associé aux rejets aux frontières reste la perte de confiance des acheteurs dans la sécurité et la qualité des produits fournis par le pays exportateur. Toute décision finale concernant le rejet d'une expédition de denrées alimentaires par le pays importateur doit être prise de manière transparente en donnant aux parties prenantes concernées l'occasion de s'y opposer.

Le paragraphe 29 des «*Directives sur les systèmes de contrôle des importations alimentaires* (CXG 47-2003)» du Codex stipule qu'un mécanisme d'appel et/ou une possibilité de réexamen des décisions officielles concernant les expéditions devront être prévus. Le texte existant du Codex (CXG 25-1997) fournit des orientations générales sur l'échange d'informations entre les pays en cas de rejet de denrées alimentaires importées, mais ne donne pas d'orientations spécifiques concernant le mécanisme de recours associé. La possibilité de réduire les pertes alimentaires grâce à de telles orientations pourrait également contribuer à la réalisation d'autres ODD, notamment l'objectif «Faim zéro» (ODD 2), qui prévoit d'éliminer la faim, d'assurer la sécurité alimentaire, d'améliorer la nutrition et de promouvoir l'agriculture durable. Le travail proposé sur des orientations relatives aux mécanismes de recours dans le contexte du rejet de denrées alimentaires importées arrive donc à point nommé.

3. Principales questions à traiter

Le travail comprendra l'élaboration d'orientations relatives aux mécanismes de recours dans le contexte du rejet d'une expédition de denrées alimentaires par le pays importateur, dans le but de permettre aux parties prenantes concernées de présenter leurs arguments. Les décisions seront prises de manière transparente sans compromettre la sécurité sanitaire des aliments ni la loyauté des échanges. Ces orientations pourraient inclure les sections suivantes : Préambule, Objet, Définition, Principes, Étapes du processus. Le texte existant du CCFICS sera examiné et révisé afin d'éviter les répétitions.

4. Évaluation au regard des critères régissant l'établissement des priorités des travaux**Critère général**

Les travaux proposés faciliteront le commerce de denrées alimentaires sans danger tout en garantissant que la décision de rejet d'une expédition de denrées alimentaires soit prise de manière transparente en permettant aux parties concernées de promouvoir la loyauté des échanges.

Critères applicables aux questions générales

- a) ***Diversité des législations nationales et obstacles au commerce international qui semblent, ou pourraient, en résulter***

La législation de certains pays prévoit des dispositions permettant de former un recours contre une décision concernant le rejet d'une expédition de denrées alimentaires importées. L'élaboration d'orientations du Codex dans ce domaine contribuerait à l'harmonisation au niveau mondial.

b) Portée des travaux et détermination des priorités dans les différents domaines d'activité

Voir la portée des travaux ci-dessus.

c) Travaux déjà entrepris dans ce domaine par d'autres organisations internationales et/ou travaux suggérés par le ou les organismes intergouvernementaux internationaux pertinents

Sans objet.

d) Aptitude de la question à la normalisation

Des orientations sur un mécanisme de recours contribueront à la transparence et à l'uniformité du processus décisionnel concernant le rejet d'une expédition de denrées alimentaires.

e) Dimension internationale du problème ou de la question

Le rejet d'une expédition de denrées alimentaires représente un fardeau socioéconomique majeur, en particulier dans les pays en développement, et toute décision de rejet erronée peut entraîner des pertes alimentaires.

5. Pertinence par rapport aux objectifs stratégiques du Codex

Les travaux proposés sont directement liés à l'objet de la Commission du Codex Alimentarius définie dans ses statuts, à savoir protéger la santé des consommateurs et assurer des pratiques loyales dans le commerce des denrées alimentaires. En outre, ces travaux sont liés au premier objectif stratégique du Plan stratégique 2020-2025 de la Commission du Codex Alimentarius, qui consiste à «réagir rapidement aux problèmes actuels, naissants et cruciaux», et sont conformes à l'objectif 1.1 «recenser les besoins et les problèmes naissants». Ces orientations sont adaptées aux besoins des membres et amélioreront la capacité du Codex à élaborer des normes répondant aux besoins de ses membres. Elles sont également conformes à l'objectif 4.2 «Augmenter la participation pérenne et active de tous les membres du Codex» dans le cadre de la participation aux travaux du CCFICS et des groupes de travail connexes.

6. Informations sur la relation entre la proposition et les documents existants du Codex

L'examen des textes existants du Codex montre que les «*Directives concernant les échanges d'informations entre pays sur les rejets de denrées alimentaires à l'importation (CXG 25-1997, révisées en 2016)*» contiennent des orientations sur l'échange d'informations de base entre pays sur les rejets de denrées alimentaires importées lorsque le motif du rejet est lié à la sécurité sanitaire des aliments et aux pratiques loyales dans le commerce des denrées alimentaires et spécifient un format standard pour un tel échange d'informations. Les orientations proposées décriront la procédure de recours à l'intention des parties concernées et son examen par le pays importateur, une fois que l'échange d'informations sur le rejet des denrées alimentaires importées visé dans les directives CXG 25-1997 aura été effectué entre le pays importateur et les parties concernées. Les orientations proposées exposeront donc en détail le mécanisme de recours prévu dans les directives CXG 47-2003.

7. Identification de tout besoin et disponibilité d'avis scientifiques d'experts

Pas nécessaire.

8. Identification des besoins éventuels de contributions techniques à une norme de la part d'organisations extérieures, à des fins de planification:

Pas nécessaire à ce stade.

9. Réalisation des nouveaux travaux et autres conditions

Sous réserve de l'approbation de la Commission du Codex Alimentarius à sa 47^e session, en 2024, les nouveaux travaux devraient en principe être achevés en deux ou trois sessions du CCFICS.